

France-Soir

Rubrique :	Pge : 11
Actualité	1/1



3 QUESTIONS À

Jean-Baptiste Rivoire

Auteur avec Lounis Aggoun de *La Françalgérie* *

« *Un moyen de pression contre la France* »

1 ■ Comment placer l'affaire de Tibehirine dans les relations franco-algériennes ?

Fin 1994, l'opposition algérienne, islamistes compris, lance un processus de paix, les accords de Rome. Ceux-ci suscitent l'intérêt de Bill Clinton et, en France, du président Mitterrand ou d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac. A Alger, l'initiative inquiète les généraux qui ont peur d'être lâchés par la France. Ils ne veulent pas céder le pouvoir aux civils. Après les accords de Rome, des actions du GIA, signées Djamel Zitouni, frappent la France. Or, selon d'anciens militaires algériens, Zitouni, émir national, était un pantin des généraux algériens. Sa mission : discréditer les islamistes. En 1995, une vague d'attentats vise la France. But : faire pression sur Paris. En 1996, les moines sont enlevés.

2 ■ Comment qualifier les relations franco-algériennes ?

Après 1962, la France a maintenu des bases militaires en Algérie. Les essais nucléaires ont même continué dans le Sahara. Dans les années 1980, les généraux algériens les plus influents sont des anciens de l'armée française. En 1992, ceux-ci mettent fin au processus électoral et reprennent le pouvoir d'une main de fer. A travers le pétrole, la France en tire son parti. Sur le plan économique, les généraux mettent en place une économie d'importation. Près de 90 % de la nourriture est importée. Cela permet de récupérer des commissions sur les contrats. Tout cela est bon pour les entreprises occidentales. Surtout françaises. Le régime algérien va jusqu'à acheter des médicaments plus chers que les tarifs français.

3 ■ Pendant ce temps, la guerre civile continue...

La communauté internationale a eu la volonté de comprendre pourquoi la violence était entretenue. Mais des manoeuvres françaises ont torpillé les enquêtes. A travers des actions diplomatiques, comme à l'ONU, Paris a influencé les autres pays. Pourtant, à cette époque, l'Algérie est sur la sellette. Elle est visée par une commission d'enquête internationale. Dès 1995, au ministère de l'Intérieur français, on comprend qu'Alger est derrière le GIA. Mais voilà : aujourd'hui, la France représente 30 % des importations algériennes et elle est le premier client d'Alger.

Propos recueillis
par Laurence Bondard

*Ed. La Découverte, 700 pages, 23 euros